



PRÉFET DE LA GIRONDE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires et de la mer

Commission départementale de la préservation des espaces naturels agricoles et forestiers

réunion du 6 novembre 2024

SYNDICAT MIXTE DU SCOT DU CUBZAGUAIS

Élaboration du schéma de cohérence territoriale (SCoT) CUBZAGUAIS NORD GIRONDE

La CDPENAF de la Gironde s'est réunie à la cité administrative de Bordeaux sous la présidence de monsieur CARLIER Jean-Yves, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de la Gironde, représentant monsieur le préfet de la Gironde.

Étaient présents :

- Monsieur LE BOT Stéphane, conseiller départemental du canton Nord-Médoc, représentant le président du conseil départemental de la Gironde,
- Monsieur DUCOUT Pierre, président de la communauté de communes Jalle Eau Bourde, représentant les établissements publics mentionnés à l'article L.143-16 du Code de l'urbanisme,
- Monsieur PAPADATO Patrick, représentant le président de Bordeaux métropole,
- Monsieur MOURGUES Ghislain, représentant le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde,
- Monsieur DE SAINT-LÉGER Xavier, représentant le président de la chambre d'agriculture de Gironde,
- Monsieur BARDEAU Yohan, représentant le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles – FDSEA,
- Monsieur JEANTET Ghislain, représentant la présidente de la propriété privée rurale de Gironde,
- Monsieur SEGUY Jean-Francis, représentant le président de la fédération départementale de la chasse de Gironde,
- Maître ROUSSEAUD Grégory, représentant le président de la chambre départementale des notaires,
- Monsieur POINT Patrick, représentant le président de la société pour l'étude et l'aménagement de la nature dans le sud-ouest (SEPANSO) pour la Gironde,
- Monsieur GRELIER Alexandre, représentant la directrice de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) de Gironde.

Étaient excusés :

- Monsieur COUSSO Frédéric, maire de Croignon, représentant l'association des maires de Gironde (pouvoir transmis à M. DUCOUT),
- Monsieur BERGEON Thierry, représentant l'association GAEC & SOCIÉTÉS (pouvoir transmis à M. BARDEAU),
- Monsieur DE ROQUEFEUIL Pierre, représentant le président des jeunes agriculteurs de Gironde,
- Madame CARRERE Gabriella, représentant le président du syndicat des sylviculteurs du sud-ouest,
- Madame CAMSUZOU-SOUBIE Laura, représentant l'association des maires de Gironde, invitée à titre d'experte.

Assistaient également à la réunion :

- Madame VANQUAETHEM Mathilde, représentant le directeur départemental de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) Aquitaine Atlantique, invitée à titre d'experte,
- Madame GRISSE Florence, représentant le conseil départemental de Gironde, invitée à titre d'experte,
- Monsieur COULON Bruno, représentant la chambre d'agriculture de Gironde, invité à titre d'expert,
- Madame DUBOURNAIS Sabrina, représentant le conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (CIVB), invitée à titre d'expert.
- Monsieur ROUAULT Christian, rapporteur de la CDPENAF.

Nombre de votants (2 pouvoirs compris) : 14

Quorum : le quorum est atteint.

PRÉAMBULE

Compte-tenu du fait que le projet est susceptible d'avoir pour conséquence une réduction des surfaces affectées à des productions bénéficiant d'un SIQO (signe d'identification de la qualité ou de l'origine), conformément à l'article L.112-1-1 du CRPM, le représentant de l'INAO est invité à participer aux débats avec voix délibérative.

La collectivité, invitée à présenter le projet de SCoT devant les membres et experts de la commission, est représentée par M. HAPPERT Éric, président de la communauté de communes Latitude Nord Gironde, ainsi que M. BERTAUD Nicolas, directeur général des services de la communauté de communes du Grand Cubzaguais.

S'ensuit un temps d'échange avant qu'ils ne soient invités à quitter la salle pour permettre aux membres de délibérer et voter.

SYNTHÈSE DU RAPPORT D'INSTRUCTION PRÉSENTÉ AUX MEMBRES DE LA COMMISSION

En application de l'article L.143-20 du Code de l'urbanisme, la CDPENAF est obligatoirement consultée sur les projets de SCoT arrêtés lorsque le SCoT "a pour conséquence une réduction des surfaces des espaces agricoles, naturels ou forestiers".

Par délibération du 4 juillet 2024, le syndicat mixte du SCoT du Cubzaguais a arrêté le projet de SCoT prescrit par délibération du 22 juin 2018.

La CDPENAF est ainsi saisie pour émettre un avis sur ce projet qui présente notamment les quelques points qui suivent.

Le SCoT du Cubzaguais est composé de deux intercommunalités : la communauté de communes du Grand Cubzaguais et la communauté de communes Latitude Nord Gironde qui compte 28 communes au total pour plus de 58 051 habitants (2020).

Le solde démographique est en forte augmentation depuis 1968 (doublement de la population en 45 ans). Le territoire se distingue en particulier sur la période 2009-2020 par une croissance démographique particulièrement élevée à 1,9 % par an en moyenne (contre 1,33 % pour le département).

L'ambition des élus pour les 20 années à venir est de prévoir une croissance annuelle moyenne de la population de 1,3 % permettant d'accueillir environ 775 habitants supplémentaires par an, soit environ 15 500 habitants en plus d'ici 20 ans.

Le territoire s'engage à freiner progressivement, et de manière territorialisée, la croissance démographique afin de pouvoir maîtriser les pressions et continuer à proposer un cadre de vie de qualité, en deux étapes :

- une 1^{re} phase à 2031 avec une croissance annuelle moyenne à 1,4 % à l'échelle du territoire,
- une 2^e phase à 2043 avec une croissance annuelle moyenne à 1,2 % à l'échelle du territoire.

Ce scénario vise à limiter à environ 73 500 le nombre de résidents permanents sur le territoire à l'horizon 2043.

Si cet objectif démographique est tenu, il faudra produire d'ici 20 ans environ 6 700 nouveaux logements sur le Cubzaguais :

- Grand Cubzaguais (GC) : 4 050 nouveaux logements,
- Latitude Nord Gironde (LNG) : 2 650 nouveaux logements.

La répartition des logements se fera au travers de l'armature urbaine définie dans le projet (pôle urbain, pôles de proximité, communes relais et communes rurales). La production de logements n'est pas déclinée suivant les périodes 2021-2030, 2031-2040 et 2041-2044.

En synthèse :

Au regard de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers enregistrée entre 2011 et 2020, équivalente à 450 ha à l'échelle du territoire, les besoins en foncier, nécessaires à la mise en œuvre du projet de territoire, fixent la consommation d'espaces à 225 hectares maximum pour la période 2021-2030 sur l'ensemble du territoire et tous usages confondus, conformément à la loi Climat et Résilience et au SRADDET en vigueur.

Pour la mise en œuvre du projet de territoire, le SCoT fait état de :

- 215,2 hectares (GC : 120,9 ; LNG : 94,3) nécessaires en matière d'habitat,
- 125,8 hectares (GC : 68,8 ; LNG : 57) nécessaires en matière de développement économique,
- 22 hectares pour le Grand Cubzaguais nécessaires en matière d'équipements et d'infrastructures.

Le SCoT prévoit de consommer 363 ha sur la période 2021-2044, dont :

- sur la période 2021-2030 : 225 ha au total (GC : 125,5 ha ; LNG : 99,5 ha),
- sur la période 2031-2040 : 115 ha au total (GC : 64ha ; LNG : 51 ha),
- sur la période 2041-2044 : 23 ha (GC : 12,8 ha ; LNG : 10,2 ha).

À noter que le parc d'activités mixtes de Laruscade d'intérêt régional, porté par la communauté de communes Latitude Nord Gironde, accueillera notamment des industries de la filière dirigeable inscrite aux projets d'envergure nationale ou européenne (PENE). Sa consommation foncière, de 75 ha, n'est donc pas supportée par le SCoT Cubzaguais-Nord Gironde.

DÉBAT ET CONCLUSION

La CDPENAF prend acte des informations apportées par les élus présents, qui rappellent la volonté politique de conduire ce projet de SCoT suivant 3 axes principaux, tout en protégeant les terres agricoles stratégiques notamment classées en AOC : l'accueil de populations nouvelles, le développement de nouveaux emplois, et la préservation du cadre de vie.

La surface prévue pour être urbanisée sera répartie en fonction des 4 niveaux d'armature, et la modération du projet de consommation foncière des espaces NAF sera portée à 52 % à la demande du Conseil régional de la Nouvelle-Aquitaine.

La commission prend aussi acte de la volonté de respecter la trame pourpre ou encore de réduire les trajets pendulaires.

La CDPENAF relève toutefois un certain nombre de points bloquants dans le document présenté :

- l'insuffisance de précisions sur des thématiques majeures tels que les enjeux agricoles, l'analyse des ressources en eau sur les secteurs envisagés en extension d'urbanisation, le risque incendie... insuffisamment présentés.
- l'insuffisance d'information sur une réelle analyse des espaces disponibles, sur le calcul du potentiel foncier mobilisable, le recensement des friches et une analyse de la consommation passée incomplète qui permettrait de comprendre les choix qui ont guidé à ouvrir à l'urbanisation tel ou tel secteur avec l'accueil de nouvelles populations au regard des risques mentionnés précédemment.
- des difficultés à comprendre les modalités de calcul des besoins en logement, qui impacte directement les surfaces qui seraient nécessaires par consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers. Elle relève notamment l'imprécision sur la taille des ménages, la vacance de logement...
- l'insuffisance de précision sur la prise en compte du zonage Natura 2000 ; 46 % du territoire sont en effet concernés par ce zonage, impactant directement l'aménagement de ce territoire. Des prescriptions sont prévues mais peuvent ne pas être applicables dès lors que des exceptions sont également prévues.

La commission retient que ce projet de SCoT arrêté est un assemblage de documents élaborés à l'échelle des communes ou des communautés de communes avec trop peu de réflexions d'avenir à l'échelle du SCoT.

Globalement, la commission souhaiterait que ce SCoT soit plus qualitatif, pour assurer une trame forte à l'élaboration des prochains PLUi.

En conclusion, la CDPENAF retient ainsi les bonnes intentions et le travail fourni pour élaborer ce document mais regrette néanmoins l'insuffisance de réels diagnostics qui devraient logiquement servir de base à l'élaboration d'un SCoT.

La commission émet en conséquence un avis défavorable sur ce projet de SCoT.

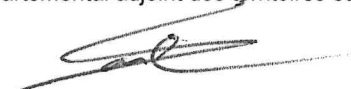
RÉSULTATS DU VOTE

10 voix pour l'AVIS DÉFAVORABLE au titre de l'article L.143-20 du Code de l'urbanisme,

1 voix contre,

3 abstentions.

Pour le préfet, président de la CDPENAF,
et par délégation,
le directeur départemental adjoint des territoires et de la mer



Jean-Yves CARLIER

